



	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre 2001	Décembre 2002	Décembre 2003	valeur		pourcentage	
				(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Monnaie fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
Total M1	217 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M2 - M1	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
Comptes sur livrets	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
Comptes d'épargne-logement	-	368	760	368	392		106,6 %
Total M2				9 778	5,4 %	16,5 %	
M3 - M2				2 111	1,2 %	- 14,8 %	
Dépôts				5 144	- 1,9 %	- 14,8 %	



Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

N°146 - Statistiques au 31/03/2011



Wallis-et-Futuna

L'Institut d'émission d'outre-mer est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1er janvier 1999 à 1 000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.
- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrémentés), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).
- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.
- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.
- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.
- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.
- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1er avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

Sommaire

1. Synthèse	3
2. La masse monétaire et ses contreparties	7
2.1 La masse monétaire	7
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	7
2.3 La circulation fiduciaire	8
3. Les avoirs financiers des agents économiques	9
3.1 Les actifs par agent	9
Les avoirs des ménages	11
Les avoirs des sociétés	12
3.2 Les actifs par nature	13
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit	14
L'endettement des ménages	15
L'endettement des entreprises	16
L'endettement des collectivités locales	17
4.2 Les passifs des établissements locaux	18
5. Les engagements bancaires	19
5.1 Les risques sectoriels	19
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité	23
Indicateurs globaux	23
La vulnérabilité des ménages	23
La vulnérabilité des entreprises	24
6. Le financement des crédits bancaires	26
L'équilibre emplois-ressources	26
7. La monétique et les échanges de valeurs	26
7.1 La monétique	26
7.2 Les échanges de valeurs	27
8. Rappel des taux	28
8.1 Les taux d'intérêt légal	28
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	28
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)	28
8.4 Taux de l'usure	29
Annexes méthodologiques	30

1. Synthèse

L'évolution conjoncturelle internationale au 1^{er} trimestre 2011

L'accélération de la croissance de l'économie mondiale s'est poursuivie en début d'année, dans le sillage de la croissance rapide des pays émergents. Toutefois, la hausse des prix de l'énergie et ses conséquences, tensions inflationnistes et resserrements monétaires, risquent de peser sur la reprise actuelle.

Au premier trimestre, la croissance américaine s'est ralentie, à 0,4 %, après trois trimestres consécutifs de progression, malgré une politique économique demeurant très expansionniste. Les conditions du marché du travail s'améliorent et la situation financière des entreprises s'est redressée, mais le désendettement des ménages n'est pas achevé et le secteur immobilier est toujours sinistré.

En Asie, la situation économique du Japon reste incertaine après le séisme du 11 mars 2011. Le PIB a reculé de 0,9 % au premier trimestre. Les autorités japonaises ont mis en œuvre une politique macroéconomique accommodante et la Banque du Japon a encore assoupli sa politique monétaire. La Chine affiche au premier trimestre 2011 un rythme de croissance du PIB de 8,4 %, plus modéré qu'en 2010, sous l'effet du resserrement monétaire et du contexte international moins porteur.

La reprise s'est confirmée dans la zone euro au cours du premier trimestre, mais reste fragilisée par la crise de la dette souveraine. La croissance du PIB, à 0,8 %, a plus que doublé par rapport au trimestre précédent. La reprise reste contrastée d'un pays à l'autre. Les conditions économiques, satisfaisantes notamment en Allemagne et en France, se sont détériorées dans les pays périphériques, particulièrement en Espagne et en Italie.

Le 11 mars, les dirigeants des pays de la zone euro ont décidé de renforcer le Fonds européen de stabilisation (FESF) -dont l'objectif est de venir en aide aux Etats de la zone euro confrontés à des difficultés économiques- à 440 milliards d'euros. D'autres mesures, dont les aspects techniques seront précisés ultérieurement, ont également été annoncées à cette date (principe d'un « Pacte pour l'euro », augmentation à 500 milliards d'euros du montant des prêts pouvant être accordés par le mécanisme européen de stabilité (MES), qui remplacera le FESF en 2013, allongement de la durée des prêts octroyés à la Grèce et réduction des taux d'intérêts y afférents). Le Portugal, le troisième pays à bénéficier d'un soutien financier après la Grèce et l'Irlande, s'est vu accorder en mai une nouvelle aide financière de 78 milliards d'euros.

L'envolée du cours des matières premières et des prix alimentaires s'est poursuivie, alimentée par les tensions dans les pays arabes, la reprise économique mondiale et un niveau élevé de la demande dans les pays émergents. Ainsi, le prix du baril de pétrole a atteint un nouveau record en avril 2011 dépassant la barre des 120 dollars, soit une hausse de 45 % par rapport à 2010. Les tensions inflationnistes s'accroissent dans la plupart des économies mondiales et risquent de peser sur la reprise.

Dans ce contexte, qui ravive la hausse de l'inflation dans la zone euro (2,6 % en mars 2011, alors que l'objectif de la BCE est de « maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme »), la BCE a relevé de 25 points de base son principal taux directeur, qu'elle avait maintenu depuis deux ans à un niveau historiquement bas de 1 %, pour le porter à 1,25 %. Cette décision pourrait marquer le début d'un cycle de resserrement monétaire. La FED a laissé pour sa part son taux directeur inchangé, dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le contraste entre la Réserve fédérale, qui conserve une politique monétaire accommodante et plusieurs autres banques centrales, dont la BCE, qui ont commencé à relever leurs taux directeurs, a pesé sur le dollar au cours du premier trimestre. La parité EUR/USD est ainsi passée de 1,32 en décembre 2010 à 1,40 en moyenne en mars 2011.

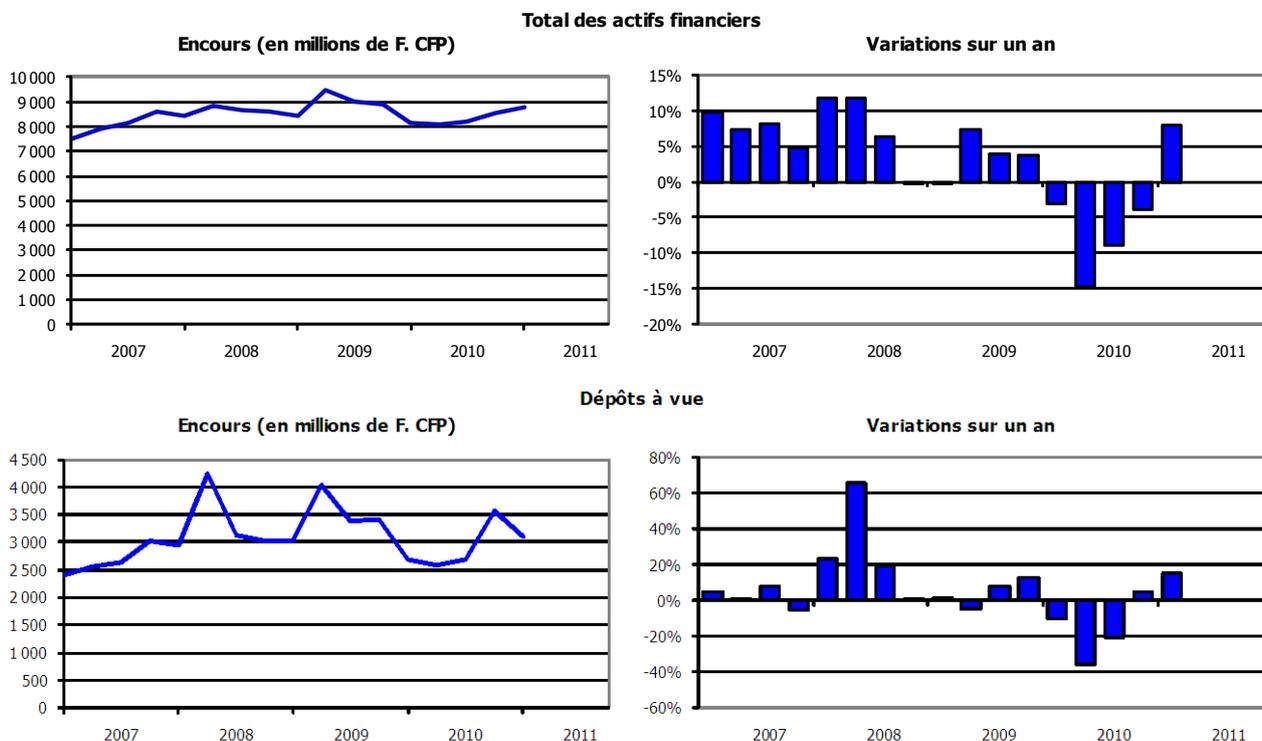
L'évolution conjoncturelle de Wallis-et-Futuna au 1^{er} trimestre 2011

- Moindre progression des actifs financiers

Dans un contexte de reprise de l'activité économique initiée depuis le 2^{ème} trimestre 2010, l'ensemble des actifs financiers continue sa progression en mars 2011 (+2,7 %), à un rythme moins soutenu qu'au trimestre précédent (+4,7 %). Sur un an, leur encours est en hausse de 7,9 %.

Dans le même temps, les dépôts à vue augmentent de 7,2 % sur le trimestre contre +33,1 % le trimestre précédent. L'activité de collecte de ces liquidités auprès des sociétés régresse de 11,7 % après une hausse de 41,8 % le trimestre dernier, alors qu'elle continue à croître de 11,6 % auprès des ménages (+ 35,3 % en rythme annuel).

Au cours du trimestre, les dépôts locaux progressent ainsi de 4,8 %. La collecte sur livrets ordinaires est en hausse de 8,3 % sur le trimestre et de 19,5 % sur l'année. Parallèlement, l'épargne gérée hors zone d'émission affiche une légère reprise (+ 0,2 %) par rapport à décembre 2010, mais reste en retrait de 8,9 % en rythme annuel.



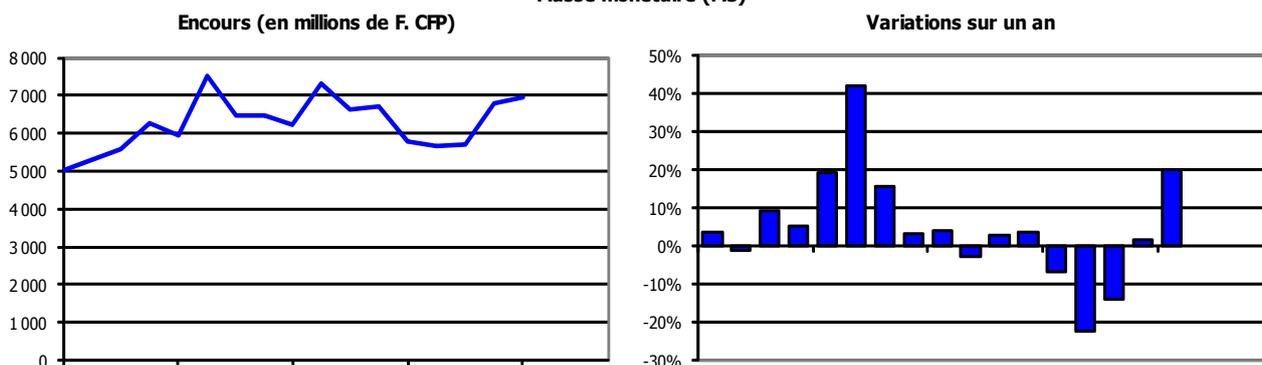
- Des évolutions contrastées de la masse monétaire et de la position extérieure nette

La masse monétaire M3 n'a progressé que de 2,2 % ce trimestre, contre 18,8 % à fin décembre 2010, en raison de la contraction de la circulation fiduciaire (-3,5 %) qui n'a pas suivi le rythme d'évolution des dépôts à vue (+7,2%). En rythme annuel, M3 progresse de 19,9 %.

Les concours sur ressources monétaires restent orientés à la baisse depuis juin 2010, avec à fin mars 2011 une variation trimestrielle de -35,8 % et une variation annuelle de -56,9 %. En revanche, les financements publics progressent encore ce trimestre (+13,4 %) et ont plus que doublé depuis le mois de juin 2010. Les avoirs hors zone d'émission sont en retrait à fin mars 2011 (-5,4 %), de même qu'en glissement annuel (-6,5 %).

La position extérieure nette des établissements de crédits (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission) reste structurellement excédentaire, elle progresse de 4,3 % par rapport au trimestre précédent et de 4,7 % sur un an.

Masse monétaire (M3)



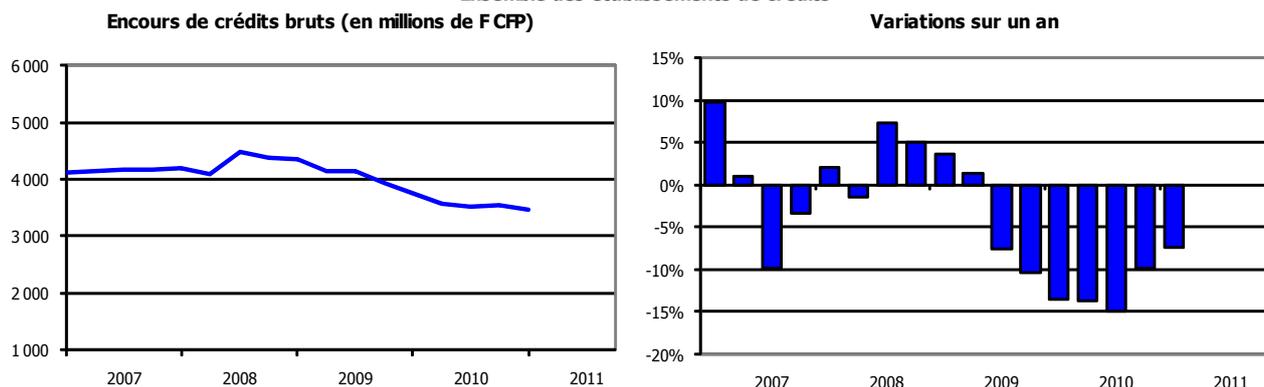
- Une activité bancaire toujours atone

L'encours brut total des crédits est en retrait sur les trois premiers mois de l'année (-1,9 %), dans la poursuite de la baisse constatée sur un an (-7,4%).

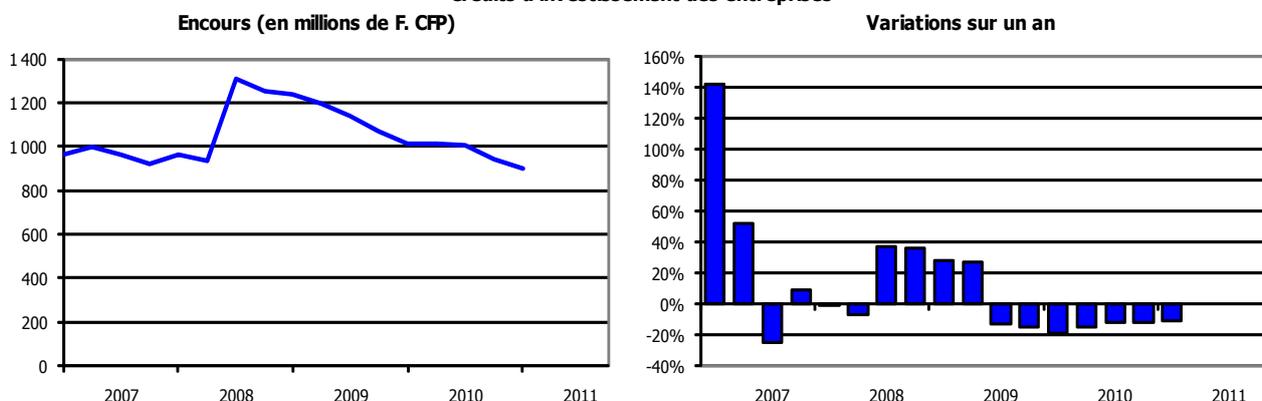
L'encours des crédits aux entreprises enregistre une diminution de 3,8 % sur le trimestre. En l'absence de nouveaux octrois de crédits d'investissement, l'encours se contracte de 8,9 % en un an.

Concernant les ménages, l'encours ne varie que faiblement par rapport au trimestre précédent (-0,2%), mais enregistre une forte baisse sur un an (-7,5 %). Cette évolution s'explique par la chute de l'encours des crédits à l'habitat (-25,4 %) entamée depuis plusieurs années, alors que les crédits à la consommation progressent de 2,1 % en rythme annuel.

Ensemble des établissements de crédits



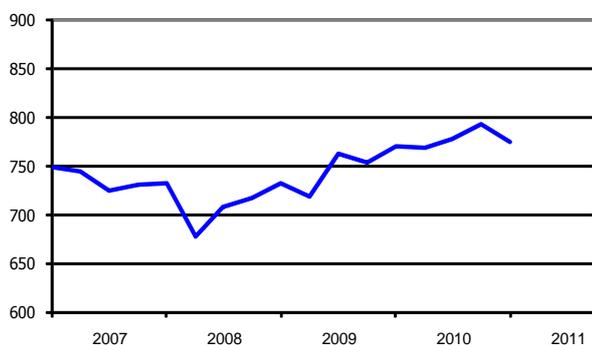
Crédits d'investissement des entreprises



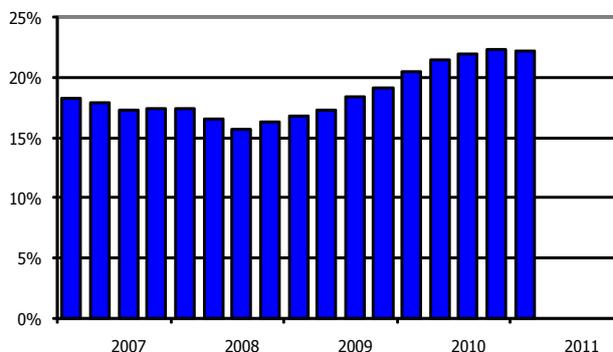
- Des indicateurs de vulnérabilité inchangés

Dans ce contexte de diminution des concours à caractère bancaire, le montant des créances douteuses brutes s'affiche en retrait de 2,3 % au premier trimestre 2011. Le taux des créances douteuses se stabilise à 22,3 % à fin mars 2011. Toutefois, il progresse de 1,8 point en un an.

Encours des créances douteuses (en millions de FCFP)



Taux de créances douteuses brutes

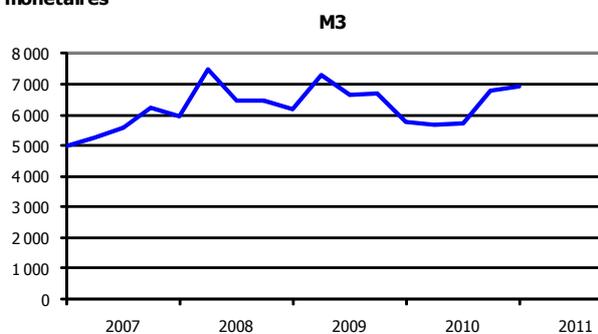
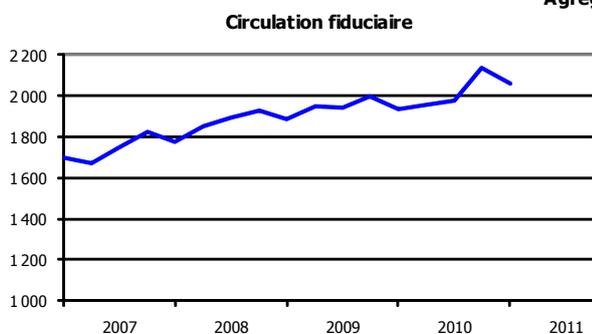


La masse monétaire et ses contreparties

2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de F CFP								Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	1 703	1 773	1 890	1 938	1 954	1 975	2 137	2 063	-3,5%	6,4%
<i>Billets</i>	1 704	1 772	1 890	1 937	1 953	1 974	2 136	2 063	-3,4%	6,5%
<i>Pièces</i>	-1	1	0	1	1	1	1	0	-82,2%	-79,6%
Dépôts à vue	2 401	2 953	3 013	2 699	2 574	2 689	3 581	3 838	7,2%	42,2%
TOTAL M1	4 104	4 726	4 904	4 637	4 528	4 664	5 718	5 901	3,2%	27,3%
M2-M1	406	382	541	515	521	543	568	616	8,3%	19,5%
Comptes sur livrets	406	382	541	515	521	543	568	616	8,3%	19,5%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
TOTAL M2	4 510	5 108	5 445	5 152	5 049	5 207	6 286	6 516	3,7%	26,5%
M3-M2	498	857	764	644	617	516	516	435	-15,7%	-32,4%
Dépôts à terme	498	857	764	644	617	516	516	435	-15,7%	-32,4%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total M3	5 008	5 965	6 209	5 796	5 666	5 723	6 802	6 952	2,2%	19,9%
P1	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne logement										
Autres compte d'épargne à régime spécial										
M3+P1	5 008	5 965	6 209	5 796	5 666	5 723	6 802	6 952	2,2%	19,9%

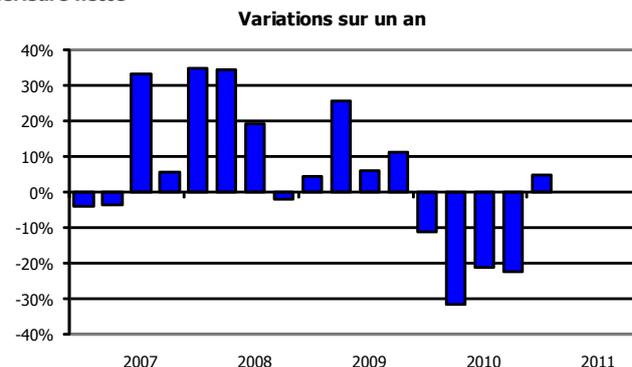
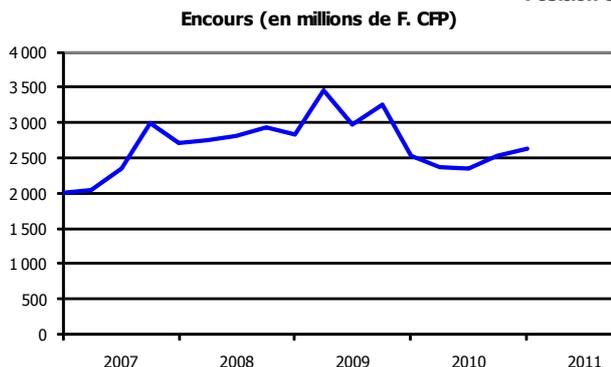
Agrégats monétaires



2.2 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de F CFP								Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	5 058	5 856	6 004	6 564	6 705	6 264	6 482	6 135	-5,4%	-6,5%
Institut d'émission	2 809	2 904	2 924	3 769	3 989	3 581	3 740	3 314	-11,4%	-12,1%
Etablissements de crédit	2 249	2 952	3 081	2 796	2 717	2 683	2 742	2 821	2,9%	0,9%
Créances du Trésor public	578	618	556	608	683	639	1 243	1 410	13,4%	131,8%
Concours sur ressources monétaires	-629	-509	-351	-1 376	-1 723	-1 179	-923	-593	-35,8%	-56,9%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 269	1 430	1 494	1 281	1 181	1 204	1 298	1 325	2,1%	3,4%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 898	1 939	1 845	2 657	2 904	2 383	2 221	1 918	-13,6%	-27,8%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	579	601	606	622	584	584	585	587	0,3%	-5,6%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	100	96	90	95	94	94	95	96	1,4%	1,2%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	239	240	248	276	348	336	212	182	-14,1%	-33,9%
<i>Epargne contractuelle</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Divers</i>	980	1 002	902	1 664	1 878	1 369	1 329	1 052	-20,8%	-36,8%
Total M3	5 008	5 965	6 209	5 796	5 666	5 723	6 802	6 952	2,2%	19,9%
Position extérieure nette	2 010	2 711	2 833	2 520	2 368	2 347	2 530	2 639	4,3%	4,7%

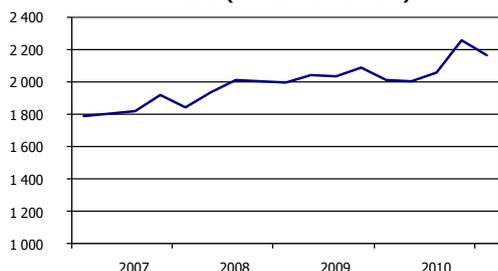
Position extérieure nette



2.3 La circulation fiduciaire

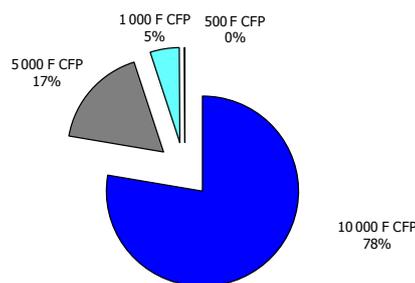
Emissions de billets	2010								Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	mars-11	1 trim	1 an
En nombre	285 489	309 729	332 254	336 616	337 192	342 127	366 230	346 556	-5,4%	3,0%
10 000 F CFP	142 326	143 804	155 323	154 691	153 702	158 202	174 902	168 805	-3,5%	9,1%
5 000 F CFP	55 131	60 553	67 803	72 072	72 494	73 699	79 102	75 208	-4,9%	4,4%
1 000 F CFP	87 569	98 851	104 958	106 816	109 559	108 889	112 790	106 604	-5,5%	-0,2%
500 F CFP	463	6 521	4 170	3 037	1 437	1 337	564	4 061	620,0%	-233,7%
En millions de F CFP	1 787	1 843	1 999	2 016	2 009	2 059	2 257	2 169	-3,9%	7,6%
10 000 F CFP	1 423	1 438	1 553	1 547	1 537	1 582	1 749	1 688	-3,5%	9,1%
5 000 F CFP	276	303	339	360	362	368	396	376	-4,9%	4,5%
1 000 F CFP	88	99	105	107	109	108	113	107	-5,5%	-0,4%
500 F CFP	0	3	2	2	1	1	0	2	619,9%	-201,5%

Evolution trimestrielle de l'émission nette de billets en valeur (en millions de F CFP)



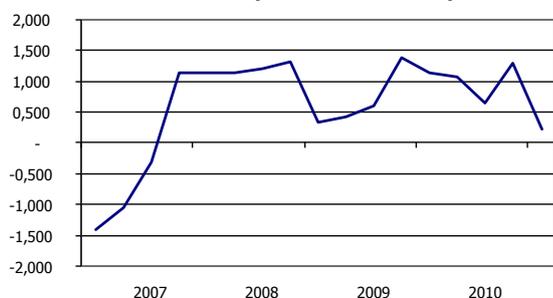
Source: IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin mars 2011



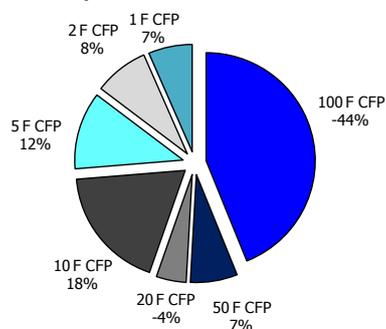
Emissions de pièces	2010								Variation	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	mars-11	1 trim	1 an
En nombre	677 665	814 464	855 141	945 321	955 161	970 889	1 000 151	977 250	-2,3%	3,4%
100 F CFP	- 32 703	- 17 443	- 24 659	- 22 124	- 22 624	- 26 876	- 23 131	- 30 131	30,3%	36,2%
50 F CFP	6 644	14 148	9 390	12 884	12 324	10 824	12 821	9 571	-25,3%	-25,7%
20 F CFP	- 20 659	- 10 907	- 12 914	- 9 698	- 10 698	- 10 698	- 8 452	- 15 202	79,9%	56,8%
10 F CFP	76 268	98 267	106 217	118 695	119 195	123 693	131 688	126 187	-4,2%	6,3%
5 F CFP	82 068	112 856	127 604	147 576	151 976	157 973	162 764	160 364	-1,5%	8,7%
2 F CFP	212 773	234 270	246 247	266 743	268 743	273 730	278 229	278 229	0,0%	4,3%
1 F CFP	353 274	383 273	403 256	431 245	436 245	442 243	446 232	448 232	0,4%	3,9%
En millions de F CFP	- 1,399	1,144	0,341	1,127	1,065	0,655	1,290	0,227	-82,4%	-79,9%
100 F CFP	- 3,270	- 1,744	- 2,466	- 2,212	- 2,262	- 2,687	- 2,313	- 3,013	30,3%	36,2%
50 F CFP	0,332	0,707	0,470	0,644	0,616	0,541	0,641	0,478	-25,4%	-25,8%
20 F CFP	- 0,413	- 0,218	- 0,258	- 0,194	- 0,214	- 0,213	- 0,169	- 0,304	79,9%	56,7%
10 F CFP	0,763	0,983	1,062	1,187	1,192	1,236	1,316	1,261	-4,2%	6,2%
5 F CFP	0,410	0,564	0,638	0,738	0,760	0,789	0,813	0,801	-1,5%	8,5%
2 F CFP	0,426	0,469	0,492	0,533	0,537	0,547	0,556	0,556	0,0%	4,3%
1 F CFP	0,353	0,383	0,403	0,431	0,436	0,442	0,446	0,448	0,4%	3,9%

Evolution trimestrielle de l'émission nette de pièces en valeur(en millions de F CFP)



Source: IEOM

Répartition par coupure de l'émission nette de pièces CFP à fin mars 2011

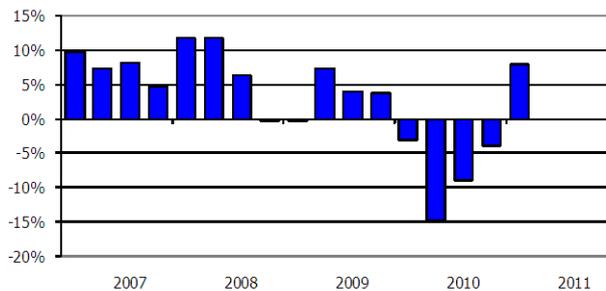
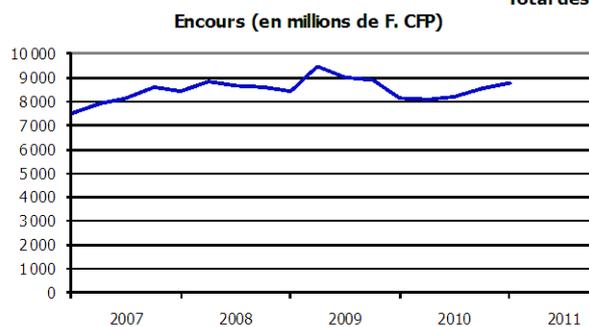


2. Les avoirs financiers des agents économiques

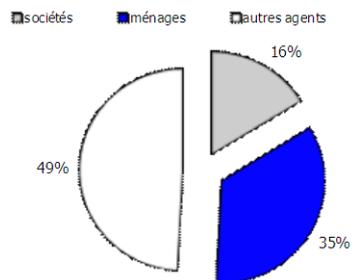
3.1 Les actifs par agent

Actifs par agent	Montants en millions de FCFP								Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 trim	1 an
Sociétés	1 180	1 730	1 759	1 798	1 292	1 302	1 678	1 434	-14,5%	-20,2%
Dépôts à vue	751	1 166	1 384	1 243	837	922	1 307	1 154	-11,7%	-7,1%
Placements liquides ou à court terme	237	403	275	374	287	189	371	280	-24,6%	-25,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	237	403	275	374	287	189	371	280	-24,6%	-25,3%
<i>dont comptes à terme</i>	237	398	265	352	287	189	189	97	-48,4%	-72,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0	5	9	23	0	0	182	182	0,2%	708,5%
<i>dont certificats de dépôts</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Epargne à long terme	192	160	100	180	167	192	0	0		
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ménages	2 385	2 697	2 773	2 519	2 909	2 990	2 856	3 036	6,3%	20,5%
Dépôts à vue	1 240	1 277	1 137	1 012	1 235	1 271	1 227	1 369	11,6%	35,3%
Placements liquides ou à court terme	503	637	896	595	729	751	597	627	5,0%	5,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	389	370	529	494	498	521	548	568	3,6%	15,0%
<i>Livrets ordinaires</i>	389	370	529	494	498	521	548	568	3,6%	15,0%
<i>Livrets A et bleus</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Livrets jeunes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>CODEVI</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	113	268	368	101	232	230	49	59	20,6%	-42,0%
<i>dont comptes à terme</i>	6	189	218	13	50	48	49	59	20,6%	337,8%
<i>dont bons de caisse</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>dont OPCVM monétaires</i>	108	79	150	88	181	182	0	0		
Epargne à long terme	642	783	740	912	945	968	1 032	1 041	0,9%	14,1%
<i>Plans d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Portefeuille-titres</i>	22	17	8	15	13	15	14	14	0,0%	-8,5%
<i>OPCVM non monétaires</i>	104	86	43	70	68	69	96	104	8,2%	48,6%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	515	681	688	826	863	883	921	923	0,1%	11,6%
Autres agents	3 968	3 998	3 888	3 835	3 895	3 888	4 034	4 328	7,3%	12,8%
Dépôts à vue	410	510	492	444	502	496	1 046	1 315	25,7%	196,0%
Placements liquides ou à court terme	1 182	1 185	2 173	2 180	2 182	2 180	2 178	2 205	1,2%	1,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	16	12	12	21	23	22	20	48	141,0%	123,4%
Placements indexés sur les taux du marché	1 166	1 172	2 160	2 159	2 159	2 159	2 159	2 158	0,0%	0,0%
<i>dont comptes à terme</i>	255	270	281	279	279	279	279	279	0,0%	0,1%
Epargne à long terme	2 376	2 303	1 223	1 211	1 211	1 211	809	808	-0,1%	-33,3%
TOTAL	7 533	8 425	8 420	8 152	8 096	8 180	8 567	8 798	2,7%	7,9%
Dépôts à vue	2 401	2 953	3 013	2 699	2 574	2 689	3 581	3 838	7,2%	42,2%
Placements liquides ou à court terme	1 921	2 225	3 344	3 149	3 198	3 120	3 146	3 112	-1,1%	-1,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	406	382	541	515	521	543	568	616	8,3%	19,5%
Placements indexés sur les taux du marché	1 516	1 843	2 803	2 634	2 678	2 577	2 578	2 496	-3,2%	-5,2%
Epargne à long terme	3 210	3 247	2 063	2 304	2 323	2 371	1 841	1 849	0,4%	-19,7%

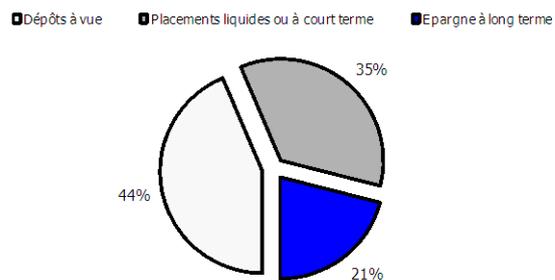
Total des actifs financiers



Répartition des actifs financiers par agent économique mars-11



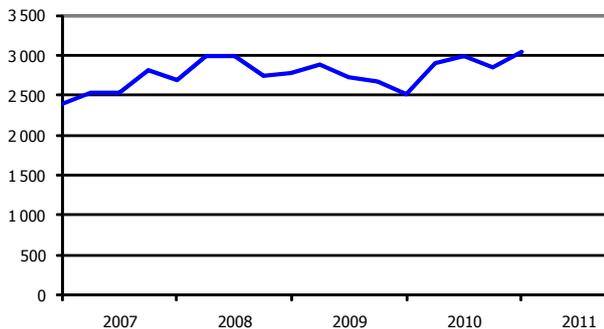
Répartition des actifs financiers par nature mars-11



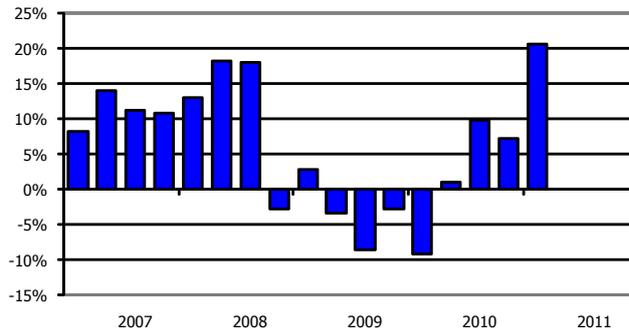
Les avoirs des ménages

Total des actifs financiers des ménages

Encours (en millions de F. CFP)

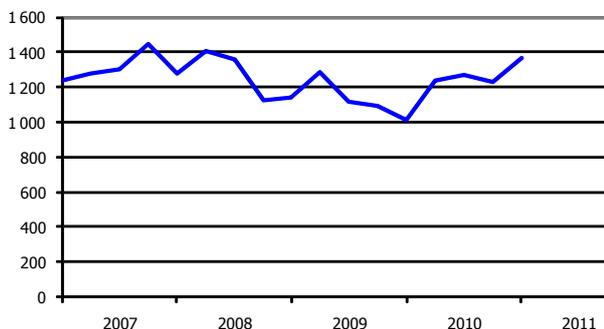


Variations sur un an

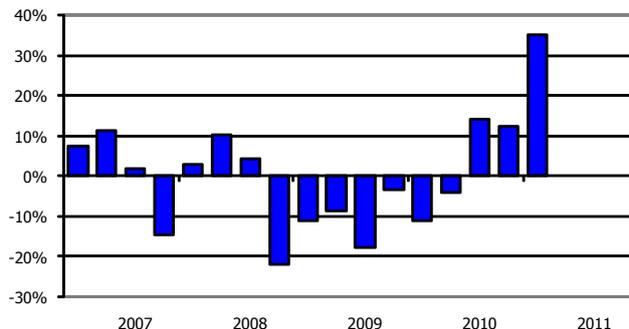


Dépôts à vue

Encours (en millions de F. CFP)

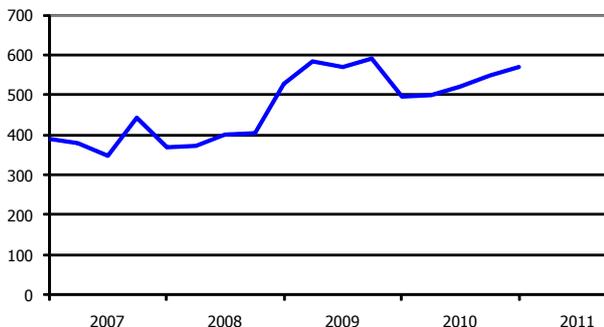


Variations sur un an

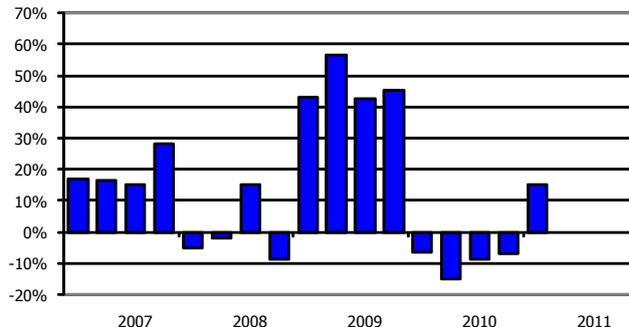


Livrets ordinaires

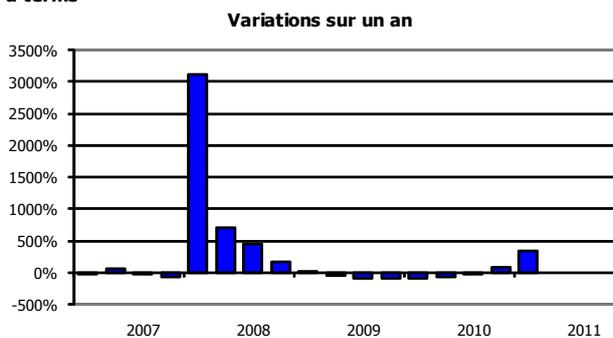
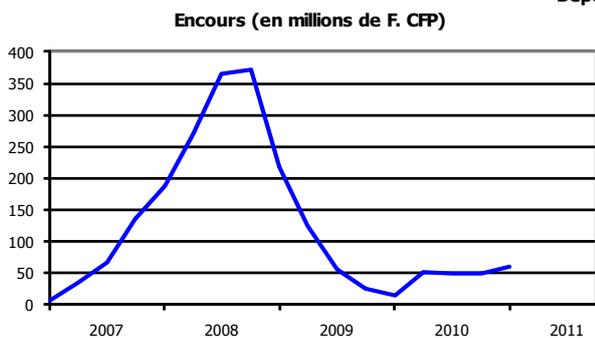
Encours (en millions de F. CFP)



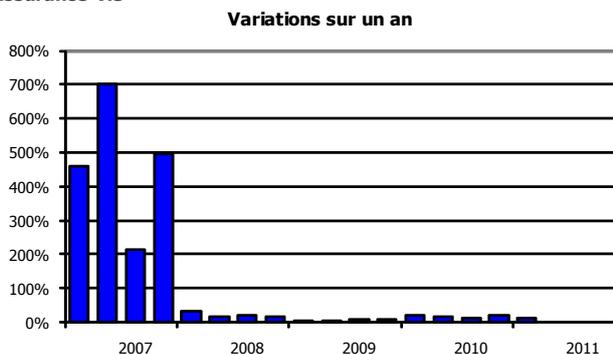
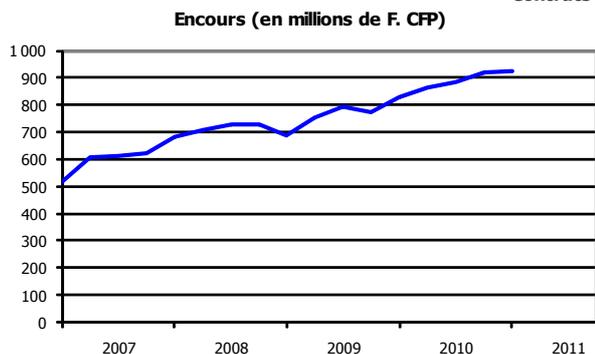
Variations sur un an



Dépôts à terme

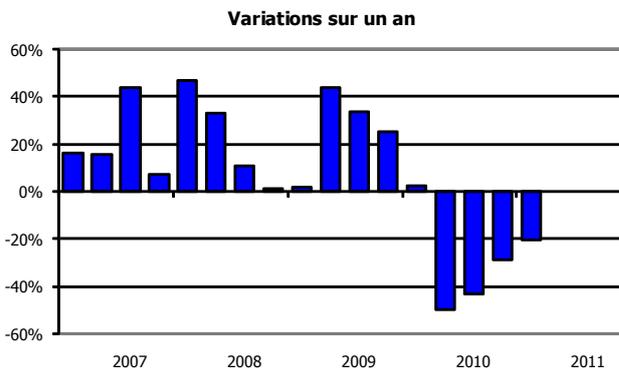
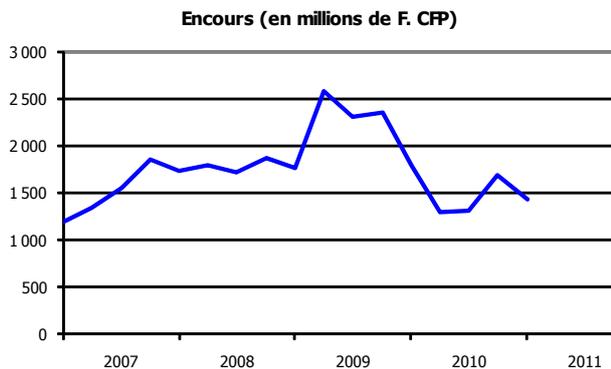


Contrats d'assurance-vie

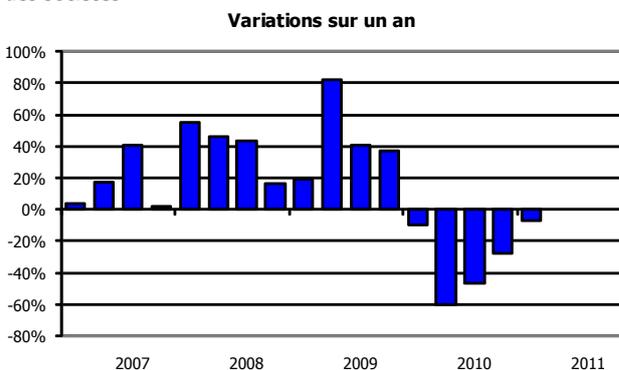
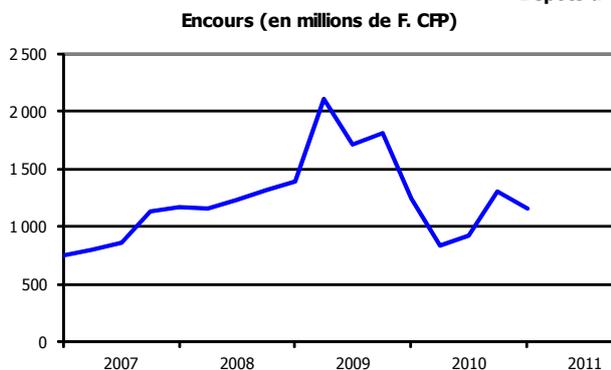


Les avoirs des sociétés

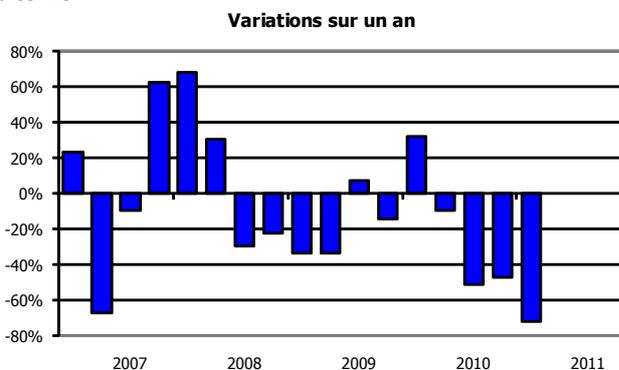
Total des actifs financiers



Dépôts à vue des sociétés



Dépôts à terme

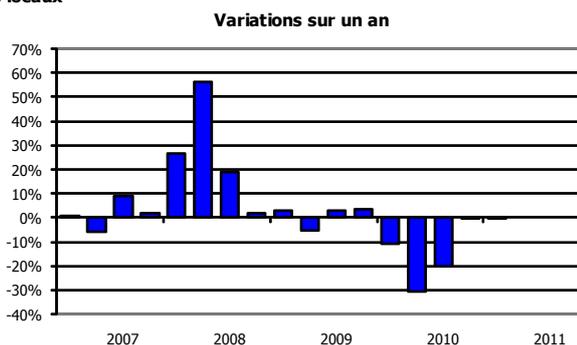
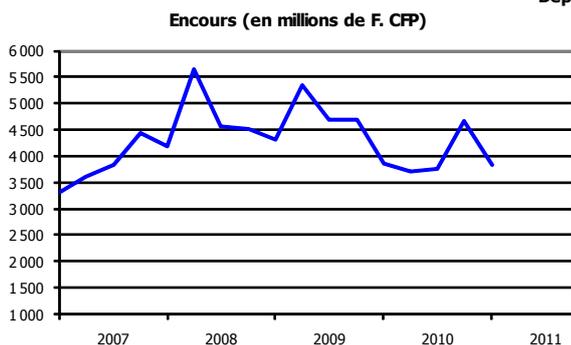


3.2 Les actifs par nature

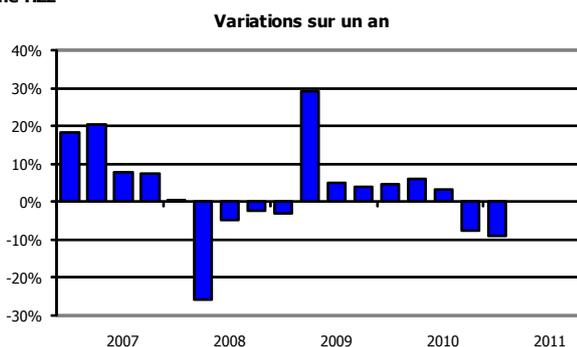
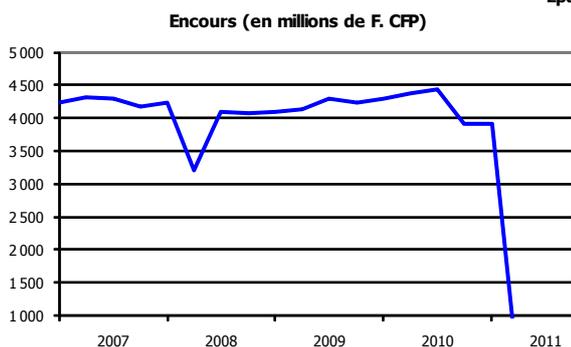
Actifs par nature	Montants en millions de FCFP								Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 trim	1 an
Dépôts locaux	3 305	4 192	4 319	3 858	3 712	3 748	4 665	4 888	4,8%	26,7%
Dépôts à vue	2 401	2 953	3 013	2 699	2 574	2 689	3 581	3 838	7,2%	42,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	406	382	541	515	521	543	568	616	8,3%	19,5%
<i>Livrets ordinaires</i>	406	382	541	515	521	543	568	616	8,3%	19,5%
<i>Livrets jeunes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>CODEVI</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Plans d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Dépôts à terme	498	857	764	644	617	516	516	435	-15,7%	-32,4%
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0		
Titres de créances négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Epargne HZE	4 228	4 233	4 102	4 294	4 384	4 432	3 902	3 910	0,2%	-8,9%
<i>Livrets A et bleus</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Actions</i>	22	17	8	15	13	15	14	14	0,0%	-8,5%
<i>Obligations</i>	1 511	1 373	1 324	1 392	1 379	1 403	809	808	-0,1%	-41,9%
<i>OPCVM monétaires</i>	1 018	987	2 038	1 990	2 061	2 061	2 062	2 061	0,0%	3,6%
<i>OPCVM non monétaires</i>	1 161	1 177	43	70	68	69	96	104	8,2%	48,6%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	515	681	688	826	863	883	921	923	0,1%	11,6%
TOTAL	7 533	8 425	8 420	8 152	8 096	8 180	8 567	8 798	2,7%	7,9%

Avoirs par nature

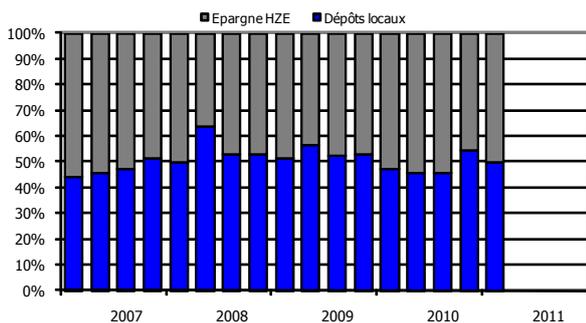
Dépôts locaux



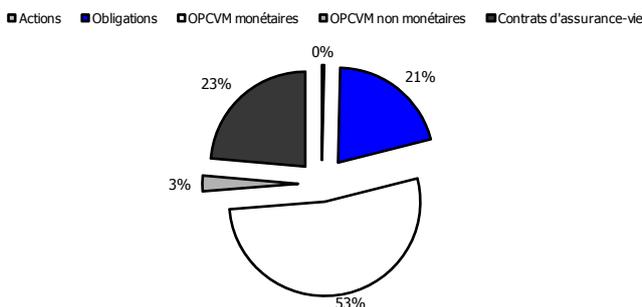
Epargne HZE



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE déc-10

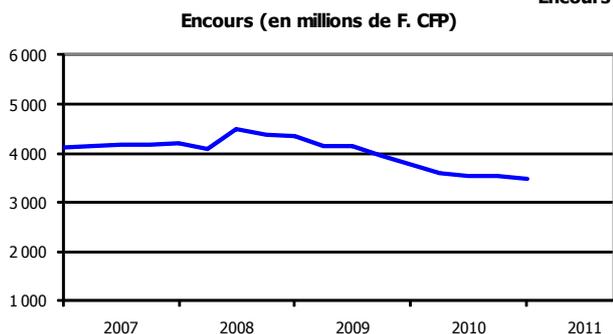


3. Les passifs financiers de la clientèle non financière

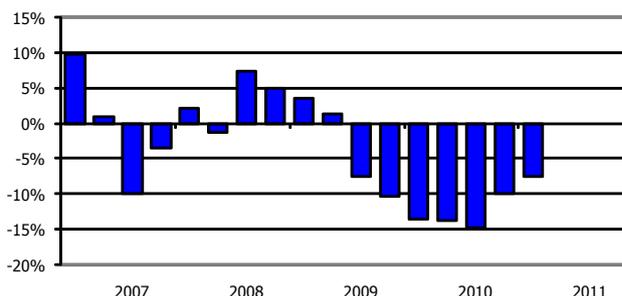
4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements	Montants en millions de F CFP								Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 trim	1 an
Entreprises	1 152,	1 175,	1 472,	1 153,	1 132,	1 116,	1 092,	1 051,	-3,8%	-8,9%
Crédits d'exploitation	173	173	209	98	66	64	103	112	8,5%	14,1%
Créances commerciales	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	31	0	24	11	0	0	0	0		
dont entrepreneurs individuels	0	0	4	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	142	173	185	87	66	64	103	112	8,5%	29,2%
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	965	964	1239	1010	1011	1002	943	896	-5,0%	-11,3%
Crédits à l'équipement	965	964	1239	1010	1011	1002	943	896	-5,0%	-11,3%
dont entrepreneurs individuels	31	33	26	19	70	71	66	75	12,5%	283,7%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	2	1	0	0	0	0	0	0		
Autres crédits	12	37	24	45	54	50	46	42	-7,5%	-5,8%
Ménages	1 734,	1 700,	1 620,	1 354,	1 242,	1 219,	1 255,	1 253,	-0,2%	-7,5%
Crédits à la consommation	889	993	1003	893	823	846	893	911	2,1%	2,1%
Crédits de trésorerie	874	974	981	874	801	826	872	890	2,1%	1,8%
Comptes ordinaires débiteurs	15	19	22	19	22	19	21	21	2,5%	14,1%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	829	700	613	458	418	374	363	341	-5,8%	-25,4%
Autres crédits	16	7	4	3	0	0	0	0		
Collectivités locales	462,	423,	384,	343,	341,	322,	306,	306,	0,0%	-10,8%
Crédits d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	462	423	384	343	341	322	306	306	0,0%	-10,8%
Crédits à l'équipement	462	423	384	343	341	322	306	306	0,0%	-10,8%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres crédits	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres agents de CCB non ventilés	12,	164,	136,	136,	100,	96,	98,	94,	-4,2%	-31,1%
Total encours sain	3 360,	3 462,	3 612,	2 986,	2 814,	2 754,	2 751,	2 703,	-1,8%	-9,5%
Créances douteuses brutes	749	733	732	770	769	777	792	774	-2,3%	0,5%
Créances douteuses nettes	355	353	319	343	330	335	338	327	-3,3%	-4,5%
dont entreprises	254	263	213	219	214	209	207	206	-0,6%	-5,8%
dont ménages	102	88	101	124	116	126	131	121	-7,7%	-2,4%
Provisions	393	379	414	427	439	442	454	447	-1,6%	4,6%
Total encours brut	4 109,	4 195,	4 344,	3 755,	3 583,	3 531,	3 544,	3 477,	-1,9%	-7,4%
Taux de créances douteuses	18,2%	17,5%	16,9%	20,5%	21,5%	22,0%	22,4%	22,3%	-0,1 pt	1,8 pt
Taux de provisionnement	52,5%	51,8%	56,5%	55,5%	57,1%	56,9%	57,3%	57,7%	0,4 pt	2,3 pt

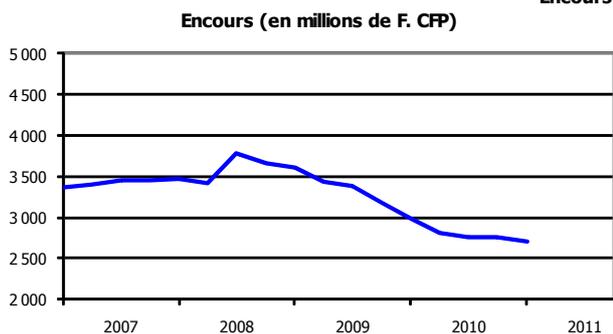
Encours de crédit brut



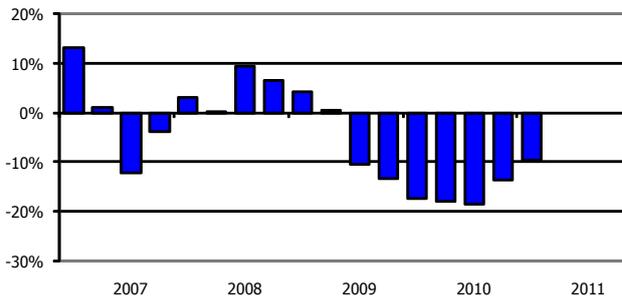
Variations sur un an



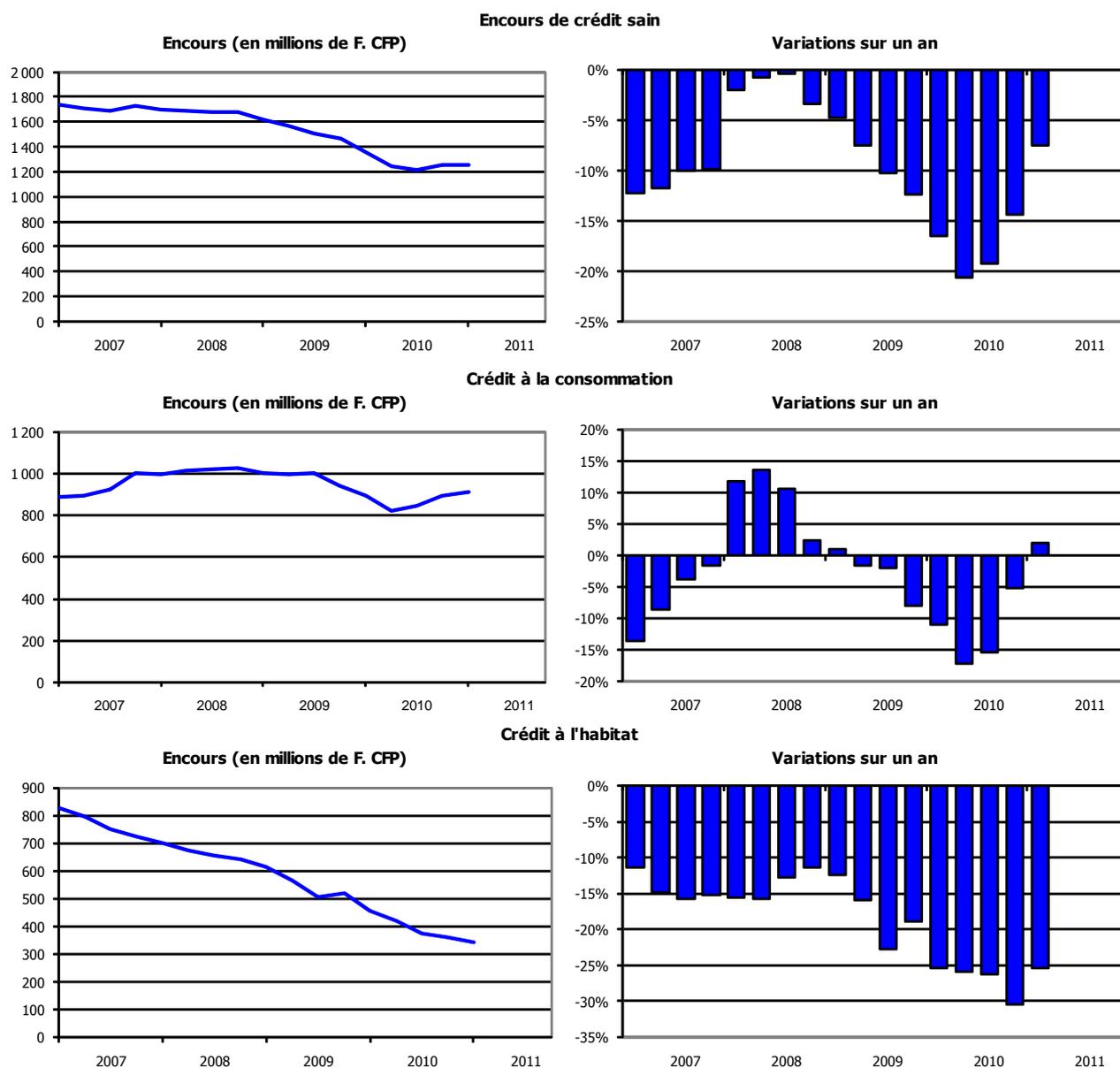
Encours de crédit sain



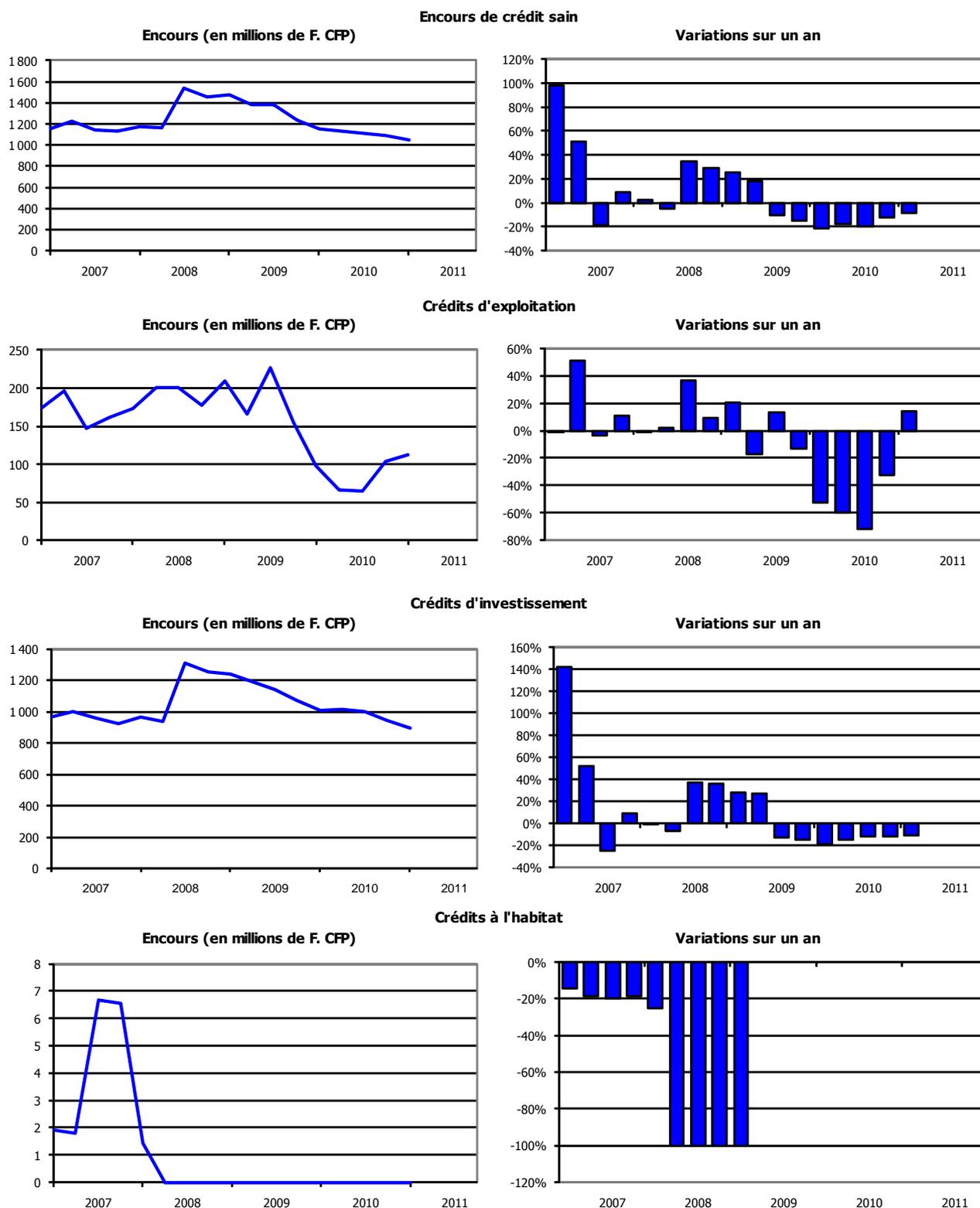
Variations sur un an



L'endettement des ménages



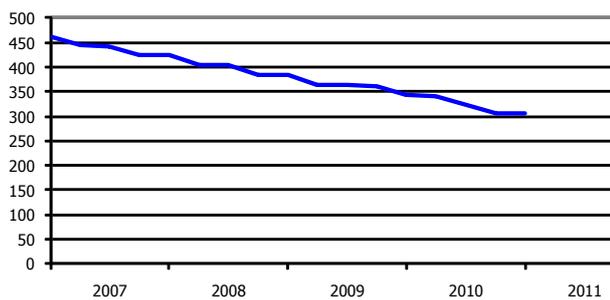
L'endettement des entreprises



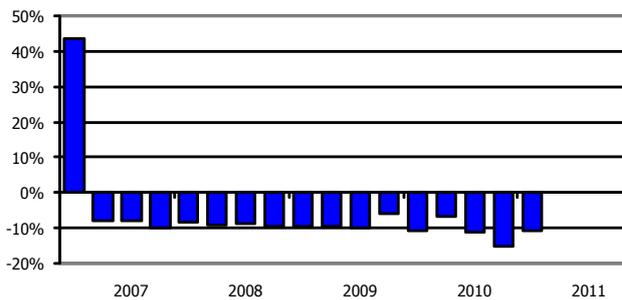
L'endettement des collectivités locales

Encours de crédit sain

Encours (en millions de F. CFP)

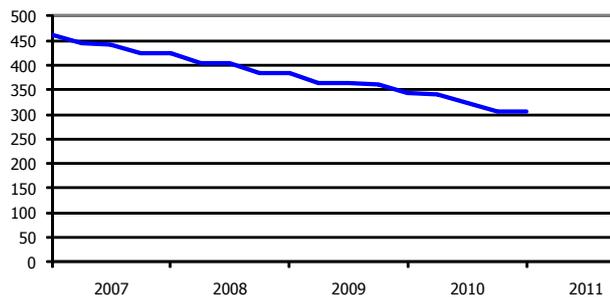


Variations sur un an

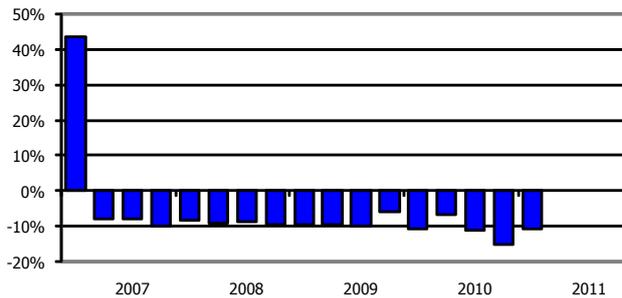


Crédits d'investissement

Encours (en millions de F. CFP)



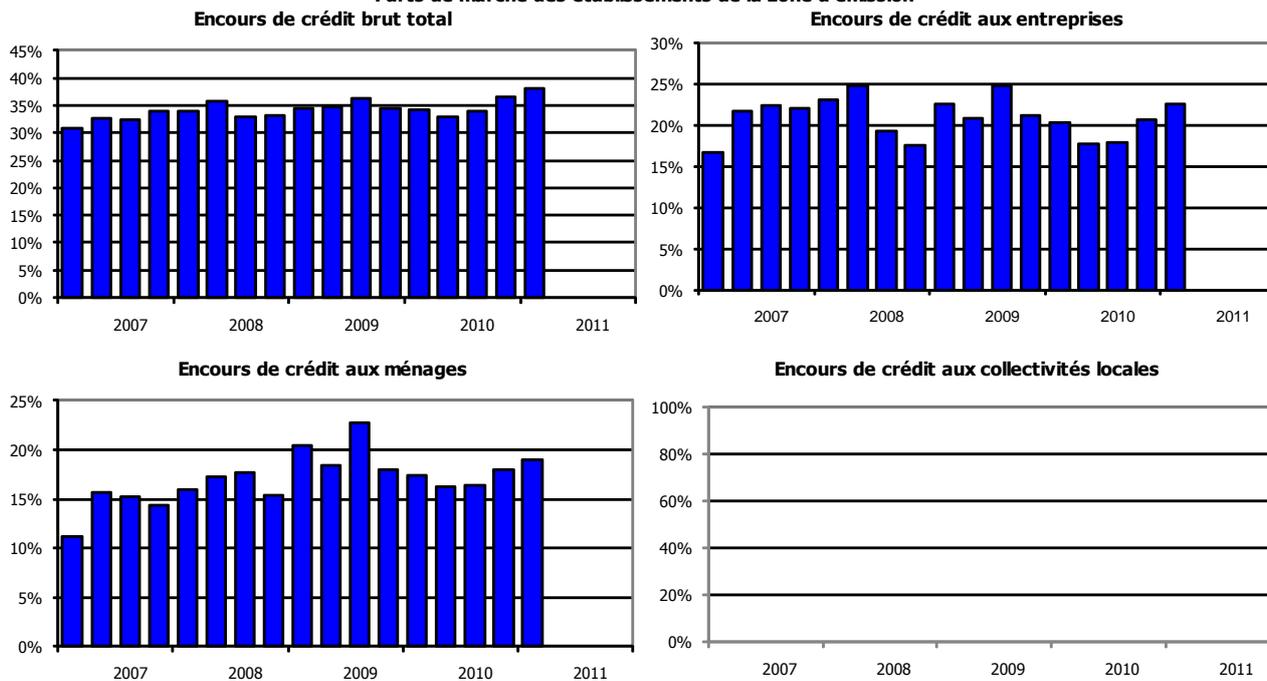
Variations sur un an



4.2 Les passifs des établissements de la zone d'émission

Les concours des établissements de la zone d'émission	Montants en millions de F CFP								Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 trim	1 an
Entreprises	193	271	332	235	201	200	226	238	5,1%	1,1%
Crédits d'exploitation	139,	173,	199,	97,	60	64	101	110	8,6%	12,8%
Créances commerciales	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	0,	0,	18,	11,	0	0	0	0		
dont entrepreneurs individuels	0	0	4	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	139,	173,	182,	86,	60	64	101	110	8,6%	27,8%
Affacturage	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	43,	61,	108,	93,	87	86	80	86	7,8%	-7,9%
Crédits à l'équipement	43,	61,	108,	93,	87	86	80	86	7,8%	-7,9%
dont entrepreneurs individuels	31	27	21	15	65	67	63	71	13,5%	375,4%
Crédit-bail	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Autres crédits	12,	37,	24,	45,	54	50	46	42	-7,5%	-5,8%
Ménages	958,	1 054,	1 065,	943,	880	899	958	974	1,6%	3,3%
Crédits à la consommation	889,	993,	1 003,	893,	823	846	893	911	2,1%	2,1%
Crédits de trésorerie	874,	974,	981,	874,	801	826	872	890	2,1%	1,8%
Comptes ordinaires débiteurs	15,	19,	22,	19,	22	19	21	21	2,5%	14,1%
Crédit-bail	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	70,	61,	62,	50,	57	54	66	62	-5,2%	24,6%
Autres crédits	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Collectivités locales	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits d'exploitation	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits à l'équipement	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédit-bail	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Autres crédits	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Autres agents et CCB non ventilés	12,	8,	5,	6,	3	4	13	13	1,1%	122,4%
Total encours sain	1163	1334	1401	1184	1084	1103	1198	1225	2,3%	3,4%
Créances douteuses brutes	106,	97,	93,	97,	97	101	100	100	-0,1%	3,2%
Créances douteuses nettes	6,	1,	3,	2,	3	7	5	4	-24,9%	93,7%
dont entreprises	1	0	0	0	0	0	0	0	-19,9%	
dont ménages	5	1	3	2	3	7	5	4	-25,0%	91,3%
Provisions	100,	96,	90,	95,	94	94	95	96	1,4%	1,2%
Total encours brut	1 269,	1 430,	1 494,	1 281,	1 181,	1 204,	1 298,	1 325,	2,1%	3,4%
Taux de créances douteuses	8,3%	6,8%	6,2%	7,6%	8,2%	8,4%	7,7%	7,6%	-0,6 pt	0,5 pt
Taux de provisionnement	94,2%	99,3%	96,8%	97,8%	97,3%	93,0%	94,6%	95,9%	1,6 pt	-2,1 pt

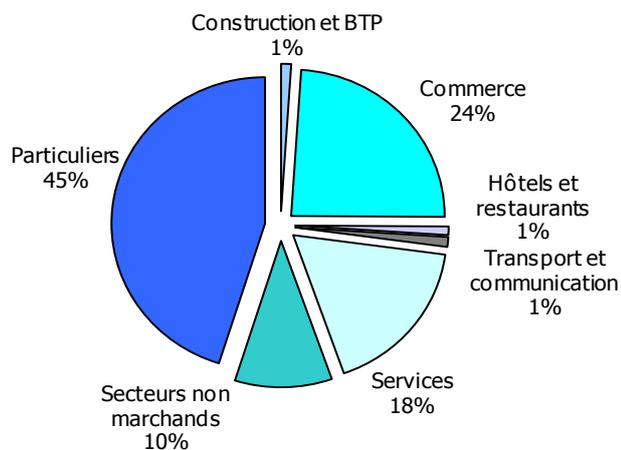
Parts de marché des établissements de la zone d'émission



4. Les engagements bancaires

5.1 Les risques sectoriels

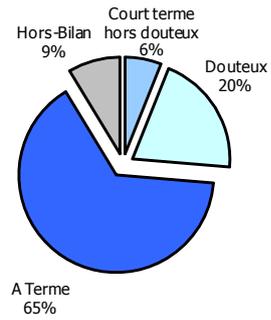
Répartition des risques sectoriels au 31 mars 2011



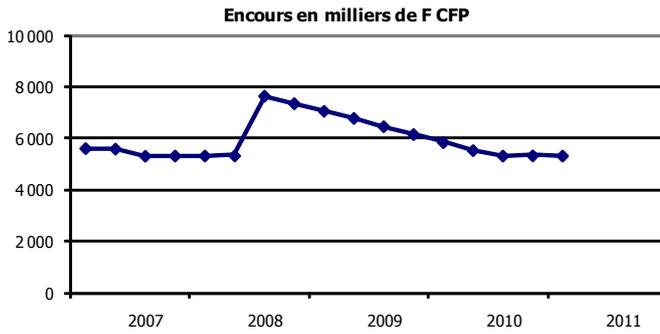
Evolution globale des risques déclarés au SCR (avec particuliers)



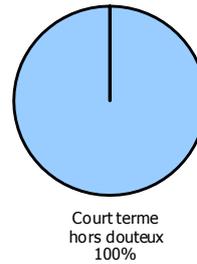
Structure en % au 31 mars 2011



Agriculture, élevage et pêche



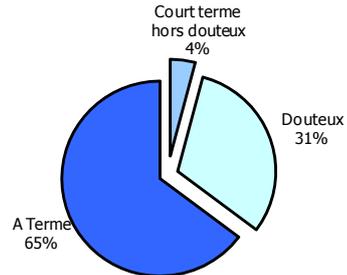
Structure en % au 31 mars 2011



Industries

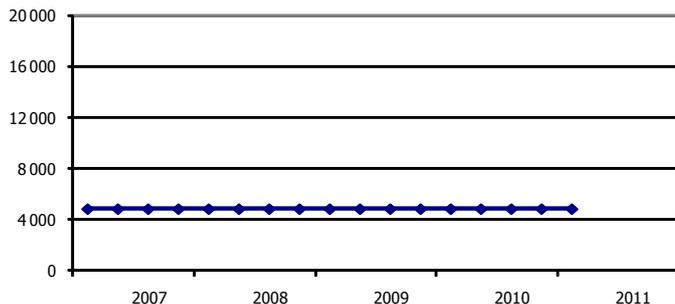


Structure en % au 31 mars 2011

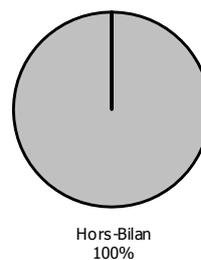


Production d'électricité, d'eau et de gaz

Encours en milliers de F CFP

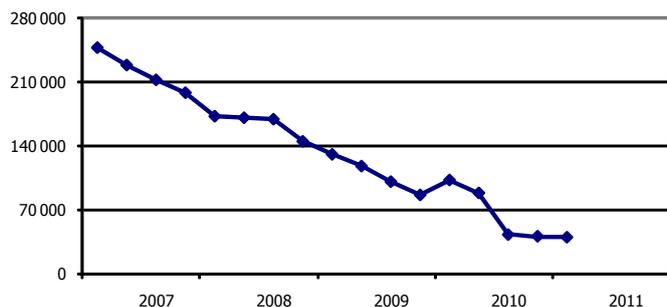


Structure en % au 31 mars 2011

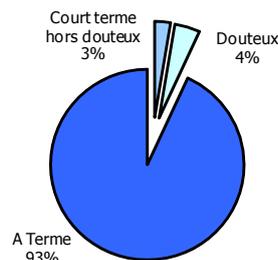


Construction et BTP

Encours en milliers de F CFP

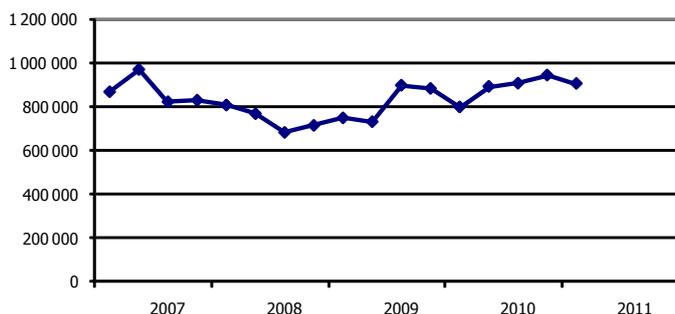


Structure en % au 31 mars 2011

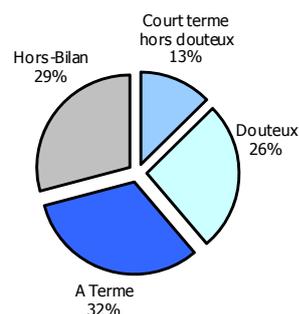


Commerce

Encours en milliers de F CFP

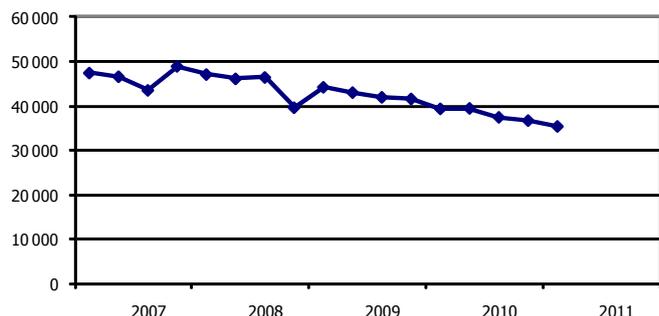


Structure en % au 31 mars 2011

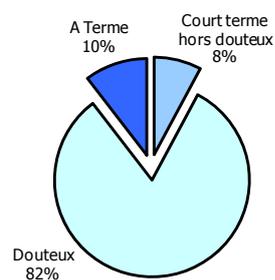


Hôtels et restaurants

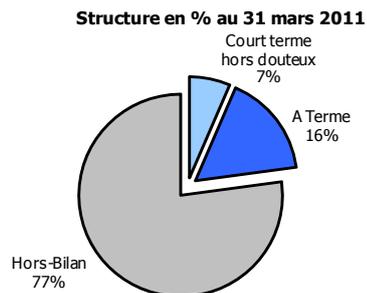
Encours en milliers de F CFP



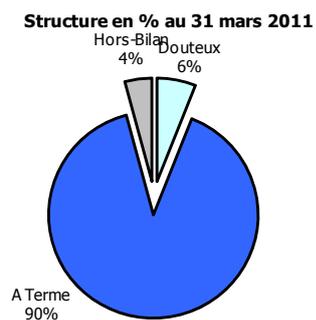
Structure en % au 31 mars 2011



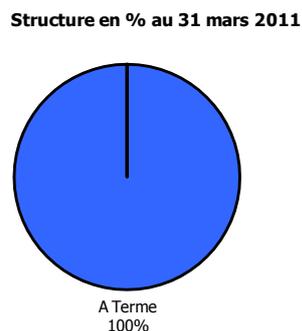
Transport et communication



Services

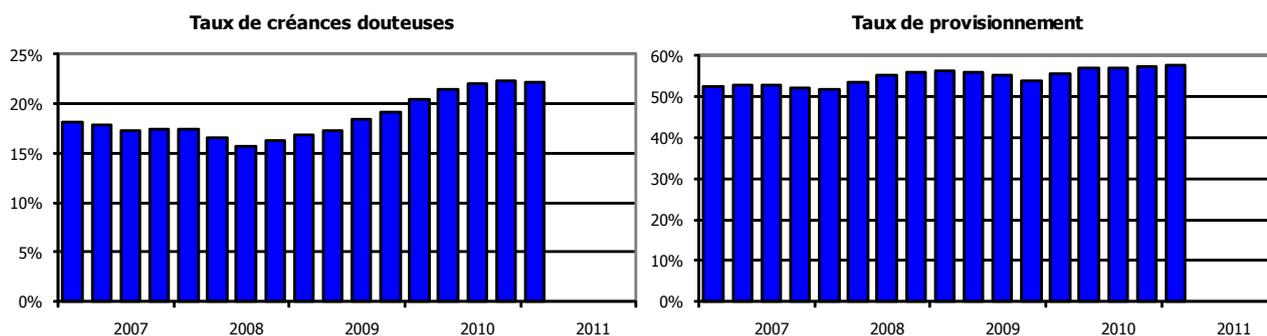


Secteurs non marchands



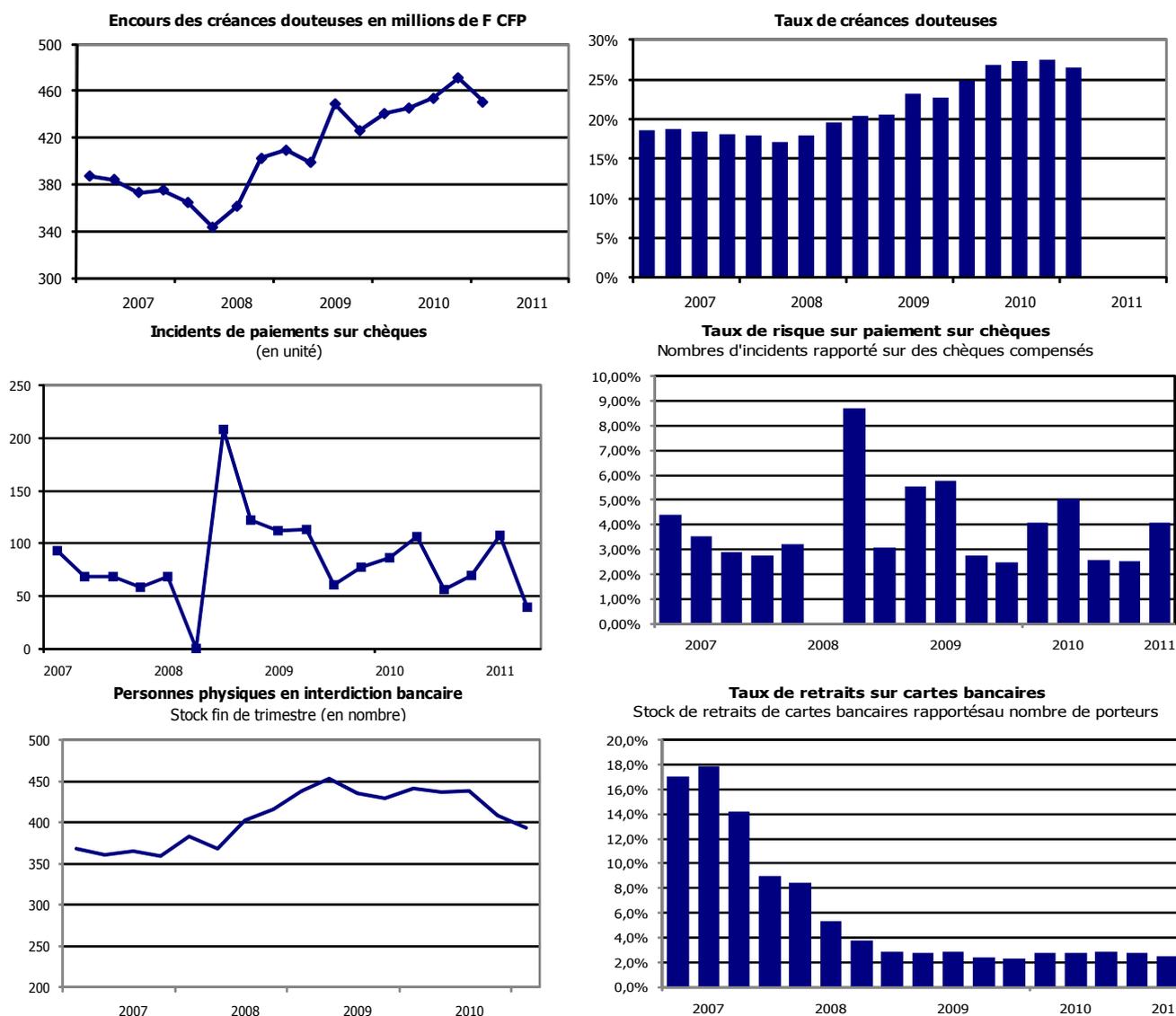
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Indicateurs globaux

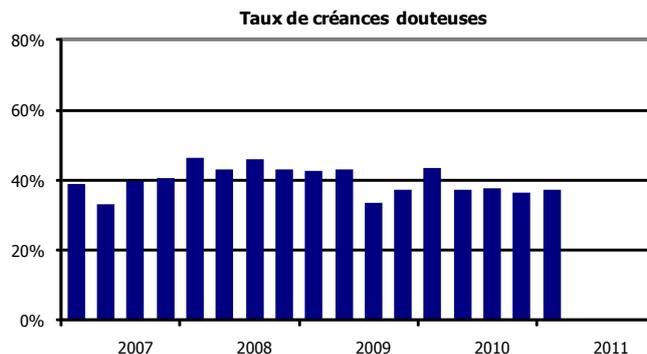


La vulnérabilité des ménages

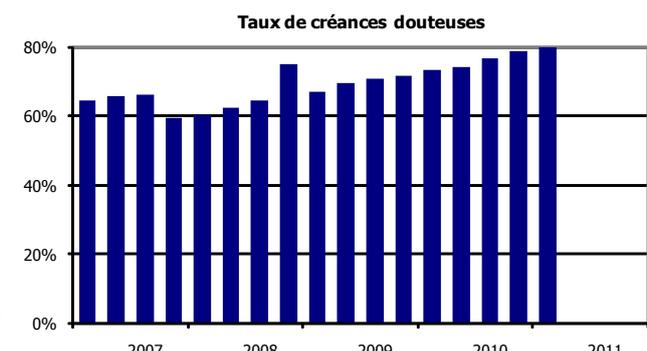
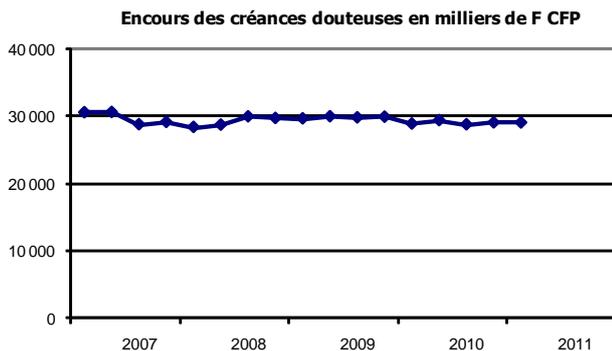
Taux de créances douteuses brutes déclarés au SCR



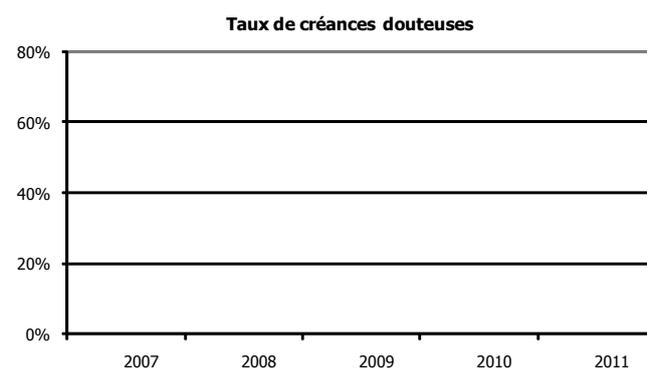
Commerce



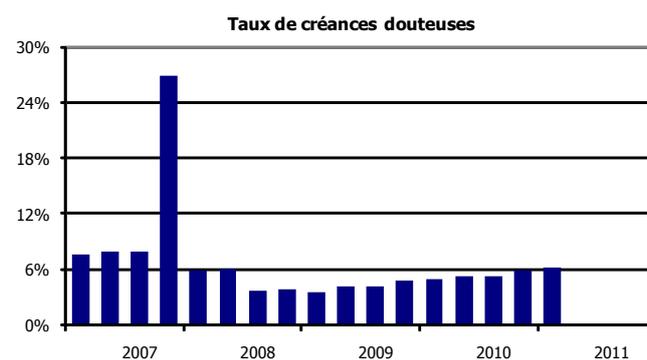
Hôtels et restaurants



Transport et communication



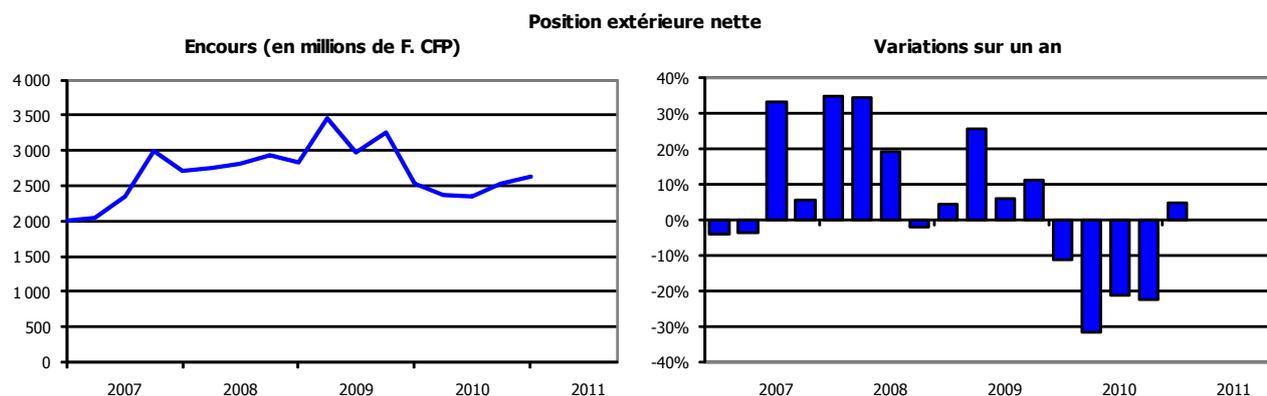
Services



5. Le financement des crédits bancaires

L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit

Equilibre emplois-ressources	Montants en millions de F CFP								Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 trim	1 an
Emplois	3 374	4 265	4 439	3 935	3 652	3 702	3 981	4 080	2,5%	3,7%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	52	51	0	-100,0%	
Crédits bruts	1 269	1 430	1 494	1 281	1 181	1 204	1 298	1 325	2,1%	3,4%
Réserves obligatoires et libres	94	123	112	134	102	99	103	116	13,0%	-13,2%
Position extérieure nette des EC	2 010	2 711	2 833	2 520	2 368	2 347	2 530	2 639	4,3%	4,7%
Ressources	3 373	4 264	4 438	3 934	3 651	3 702	3 981	4 080	2,5%	3,7%
Dépôts collectés (- encaisses)	2 644	3 502	3 653	3 171	2 971	3 024	3 300	3 373	2,2%	6,4%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	678	697	696	717	678	678	680	683	0,5%	-4,7%
Excédent des opérations diverses des EC	51	65	89	46	2	0	0	23		
Réescampte	0	0	0	0	0	0	0	0		
Position extérieure nette des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		

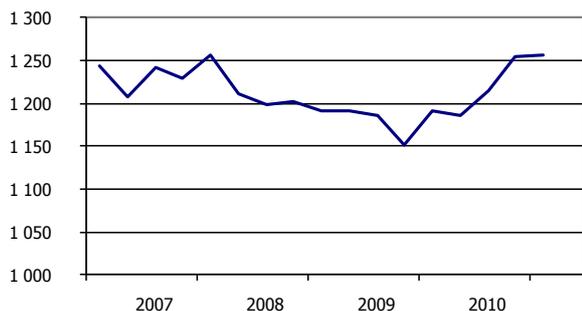


6. La monétique et les échanges de valeurs

7.1 La monétique

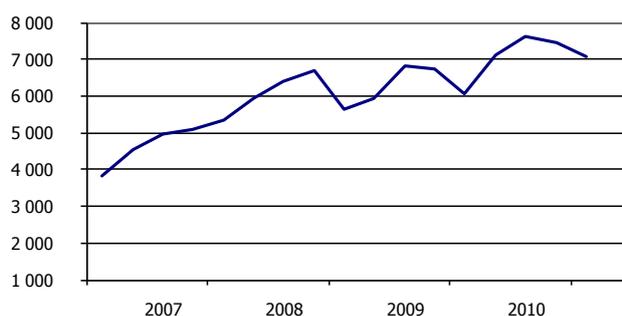
Monétique	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	mars-11	Variation	
									1 trim	1 an
Cartes bancaires										
Carte bleue	1 243	1 256	1 192	1 192	1 185	1 215	1 255	1 256	0,1%	5,4%
Carte Jade	0	0	0	0	-	-	-	-		
Cartes privées	0	0	0	0	-	-	-	-		
Nombre de cartes	1 243	1 256	1 192	1 192	1 185	1 215	1 255	1 256	0,1%	5,4%
	0	0	0	0	0	0	0	0		
Terminal de paiements électronique	0	0	0	0	0	0	0	0		
Nombre de TPE	27	29	32	34	34	36	35	24	-31,4%	-29,4%
Nombre de transactions	3 842	5 335	5 640	6 056	7 101	7 613	7 446	7 060	-5,2%	16,6%
Montants (milliers de XPF)	98 983	123 487	129 377	134 624	178 692	198 705	192 221	168 000	-12,6%	24,8%
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	26	23	23	22	25	26	26	24	-7,8%	7,0%
	0	0	0	0	0	0	0	0		
Machines de traitement mécanique	0	0	0	0	0	0	0	0		
Nombre de MTM	0	0	0	0	-	-	-	-		
Nombre de transactions	76	0	1	1	14	3	2	-	-	-
Montant (en milliers de XPF)	874	0	90	58	1 647	112	33	-	-	-
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	12	0	90	58	118	37	17	-	-	-
	0	0	0	0	0	0	0	0		
Automates bancaires (DAB, GAB)	0	0	0	0	0	0	0	0		
Nombre d'automates	1	1	1	1	1	1	1	1	0,0%	0,0%
Nombre de retraits	7 101	7 828	6 592	7 506	7 292	7 383	8 662	8 598	-0,7%	14,5%
Montants (milliers de XPF)	91 912	110 541	89 567	112 952	114 444	119 581	130 211	126 530	-2,8%	12,0%
Moyenne par retrait (milliers de XPF)	13	14	14	15	16	16	15	15	-2,1%	-2,2%

Nombre de porteurs
(en unité)



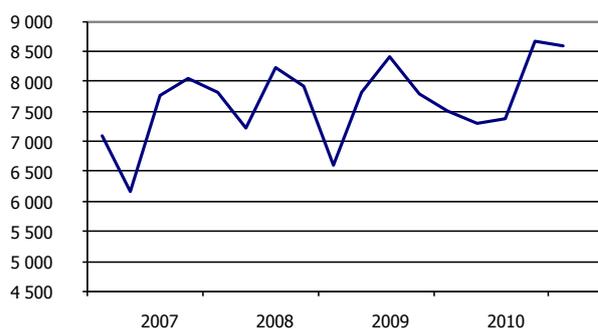
Source: Etablissement de crédit

Nombre de transactions sur terminaux de paiements



Source: Etablissement de crédit

Nombre de retraits sur automates bancaires

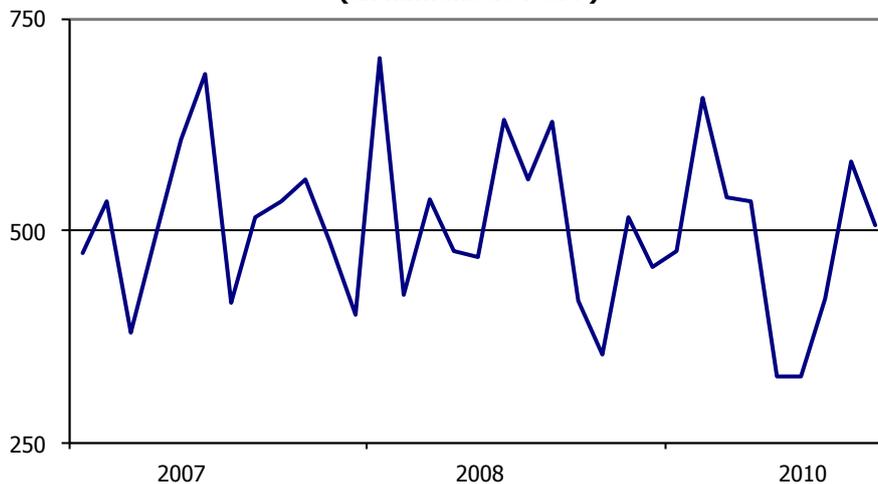


Source: Etablissement de crédit

7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs									Variation	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	mars-11	1 trim	1 an
En nombre	4 237	4 321	4 322	3 873	3 773	3 893	4 576	4 265	-6,8%	10,1%
Chèques	1 820	1 902	1 858	2 023	2 021	2 075	2 711	2 337	-13,8%	15,5%
Virements	2 281	2 375	2 372	1 757	1 644	1 708	1 782	1 627	-8,7%	-7,4%
Effets	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	136	44	92	93	108	110	83	301	262,7%	223,7%
En millions de F CFP	500,5	476,1	657,2	329,1	327,7	419,7	582,0	506,8	-12,9%	54,0%
Chèques	225,3	247,1	444,0	205,4	205,1	271,5	429,2	300,2	-30,0%	46,2%
Virements	273,3	224,3	211,6	120,6	120,8	140,8	151,5	198,8	31,3%	64,9%
Effets	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	1,9	4,7	1,6	3,1	1,8	7,4	1,4	7,8	461,2%	148,1%

Compensation des échanges de valeurs
(en millions de F CFP)



7. Rappel des taux

8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009	Année 2010
2,74%	4,26%	4,26%	3,29%	2,27%	2,05%	2,11%	2,95%	3,99%	3,79%	0,65%

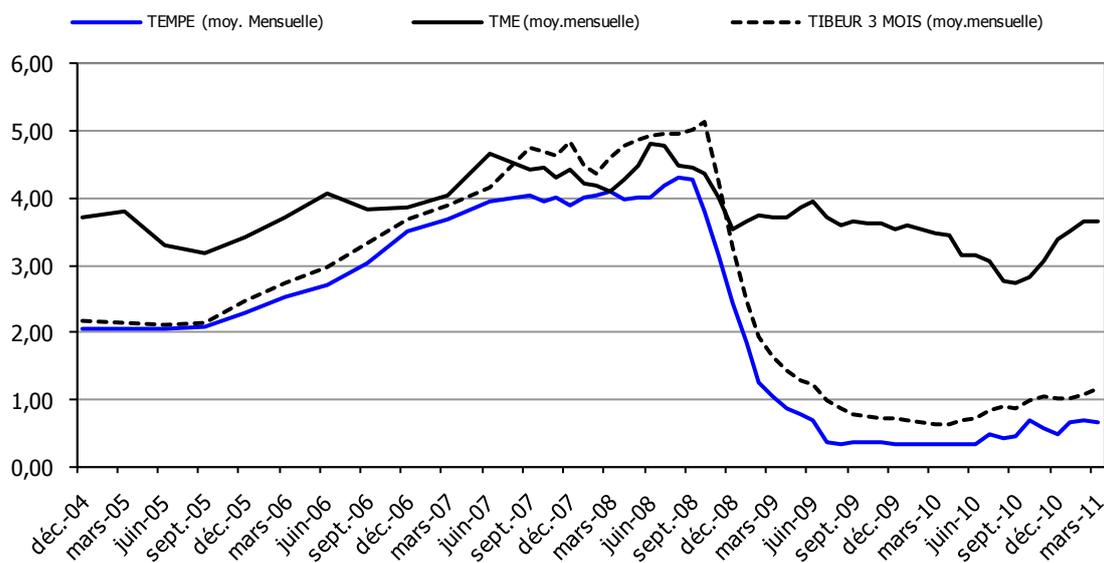
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

Taux de l'IEOM	2 ^e Trim. 2010	3 ^e Trim. 2010	4 ^e Trim. 2010	1 ^{er} Trim. 2011
Taux de la facilité de dépôt	0,25% (1)	0,25% (1)	0,25% (1)	0,25% (1)
Taux de l'escompte de chèques	1,75% (2)	1,75% (2)	1,75% (2)	1,75% (2)
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75% (2)	1,75% (2)	1,75% (2)	1,75% (2)
Taux de réescompte des crédits aux entreprises <i>Taux plafond</i>	1,25% (2) 4% (1)	1,25% (2) 4% (1)	1,25% (2) 4% (1)	1,25% (2) 4% (1)
Taux de réescompte des Prêts bancaires au logement- PBL <i>Taux plafond (taux SGFGAS)</i>	3,00% 5,55 %-6,00% (3)	3,00% 5,55 %-6,00% (3)	3,00% 5,30 %-5,75% (3)	3,00% 5,40%-5,85%(4)

(1) à compter du 27/05/2010 (3) à compter du 01/10/2010

(2) à compter du 19/05/2009 (4) à compter du 01/02/2011

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'Etat à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

8.4 Taux de l'usure

Prêts aux particuliers

Seuils de l'usure	2 ^e Trim. 2010	3 ^e Trim. 2010	4 ^e Trim. 2010	1 ^{er} Trim. 2011
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	6,29%	6,09%	5,60%	5,51%
- Prêts à taux variable	5,75%	5,35%	5,05%	4,96%
- Prêts à taux relais	6,25%	5,96%	6,27%	5,88%
Autres prêts				
- Prêts d'un montant < ou = à 181 920 F CFP (1)	21,63%	21,15%	21,32%	21,31%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	19,45%	19,27%	19,32%	19,67%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181 920 F CFP	8,85%	8,61%	8,15%	7,77%

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en

Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou

Seuils de l'usure	2 ^e Trim. 2010	3 ^e Trim. 2010	4 ^e Trim. 2010	1 ^{er} Trim. 2011
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,53%	9,27%	9,05%	8,01%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,32%	4,99%	5,09%	4,97%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	5,75%	6,25%	5,79%	5,65%
- Découverts en compte (2)	13,33%	13,39%	13,59%	13,77%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	5,73%	5,93%	5,60%	5,63%

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant

Seuils de l'usure	2 ^e Trim. 2010	3 ^e Trim. 2010	4 ^e Trim. 2010	1 ^{er} Trim. 2011
- Découverts en compte (3)	13,33%	13,39%	13,59%	13,77%

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

Annexes méthodologiques

1) Les établissements de crédit de la zone d'émission et hors zone d'émission

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement appartenant à la zone d'émission : la présence d'un guichet dans la zone d'émission F CFP et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme situés hors de la zone d'émission. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local. Pour Wallis-et-Futuna, des établissements de crédit implantés en Nouvelle-Calédonie et qui réalise des opérations ponctuelles de financement sur le Territoire ont été inclus au périmètre des établissements hors de la zone d'émission.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels.

Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (ZE et HZE) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit HZE et intervenant dans le territoire sont des banques commerciales calédoniennes (SGCB, BNC, BCI, BNPNC, CEPNC) et des Institutions Financières Spécialisées : AFD et BEI.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service de centralisation des risques (SCR)

Le service de centralisation des risques (SCR) de l'IEOM recense, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le Territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF rév. 2 (ou NAF 2008)
Agriculture, élevage et pêche	01 à 3
Industrie	05 à 39
BTP	41 à 43
Commerce	45 à 47 sauf 452
Hôtellerie et restauration	55
Transports et communications	49 à 53
Services	56 à 96 et 452

Directeur de la publication : N. de SEZE
Responsable de la rédaction : M. Raymond COFFRE
Editeur : IEOM
Achévé d'imprimer : juin 2011
Dépôt légal : juin 2011- n° ISSN : 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
AGENCE DE WALLIS ET FUTUNA
BP G5 Mata'Utu 98 600 UVEA
Territoire des îles Wallis et Futuna
Téléphone : (681)72 25 05 – Télécopie : 72 20 03
e-mail : agence@ieomwf.fr
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : agence@ieom.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03